

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RUGGIERI - ETIENNE LACROIX**

1245 chemin de la Saudrune  
31470 Sainte-Foy-De-Peyrolières

Références : 2025/ 505  
Code AIOT : 0006802392

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement RUGGIERI - ETIENNE LACROIX implanté 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol ». Cette évolution réglementaire prévoit de faire figurer dans le plan d'opération interne (POI) :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site,
- les moyens matériels et humains
- et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher.

Pour les sites Seveso seuil haut, l'échéance réglementaire pour la mise à jour du POI était fixée au 30 juin 2025 (pour les POI rédigés ou mis à jour avant le 01/01/2023).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RUGGIERI - ETIENNE LACROIX
- 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières
- Code AIOT : 0006802392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est exclusivement dédié à l'assemblage et la conception de produits d'artifices de divertissement et constitue, la plate-forme logistique du groupe Lacroix pour le stockage et l'assemblage final des feux d'artifices.

**Thèmes de l'inspection :**

- Explosifs
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	1 mois
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
8	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater qu'une stratégie de premiers prélèvements a été élaborée et que celle-ci figure dans le plan d'opération interne [POI] conformément à la réglementation. Les docu-

ments attestant de cette stratégie doivent être transmis à l'inspection (dernière version du POI et liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur le site).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un POI daté du 03 septembre 2025. Cette mise à jour n'a pas encore été reçue par la DREAL qui dispose à ce jour d'une version du 14 avril 2021 référencée EG QSSE A 59.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre la version du POI à jour à la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le dernier exercice POI réalisé le 22 mai 2024 dans le cadre de l'action nationale 2024. L'exploitant précise qu'un exercice sera programmé très prochainement.  L'inspection des installations classées rappelle qu'au vu de l'article R.515-100 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de tester le POI à des intervalles n'excédant pas un an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Programmer, dans les plus brefs délais, un exercice POI pour lequel l'inspection des installations

classées pourrait être associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente une liste des produits de décomposition des fumées annexée au plan d'opération interne (POI) du 03 septembre 2025.</p> <p>L'expertise s'est basée sur les scénarios de l'étude de dangers, des FDS et de la liste des produits présents dans le site y compris, les matériaux composant la structure bâtementaire.</p> <p>Cette démarche a permis d'élaborer une liste de produits de décomposition selon une modélisation utilisant des données de l'INERIS, le référentiel professionnel et d'un retour d'expériences dans le domaine pyrotechnie.</p> <p>Une liste répertoriant ces produits de décomposition des fumées a été retenue contenant notamment des métaux, du soufre, du nitrate, des polluants issus de la structure bâtementaire.</p> <p>Ces produits sont différenciés selon des milieux naturels à savoir le sol, les eaux de surface, les eaux souterraines et l'air. A chaque milieu est associé, une liste de substances à analyser selon un protocole déterminé, une méthode de prélèvements et des moyens de prélèvements. Les points de prélèvements ont été matérialisés, pour chaque milieu à l'intérieur et à l'extérieur du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé qu'un contrat lie la société et l'organisme habilité retenu pour effectuer les premiers prélèvements. Comme indiqué dans le précédent constat, le protocole de prélèvement est annexé au POI spécifiant les points de prélèvement à l'intérieur et à l'extérieur du site, les substances à analyser selon le milieu associé, les protocoles d'analyses pour chacune des substances.  Un numéro d'astreinte est d'ores et déjà fonctionnel puisque l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'appeler cette astreinte. La réponse du laboratoire a été rapide et concluante.  Le délai d'intervention du prestataire a été défini à 30 minutes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Liste des produits de décomposition

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<b>Prescription contrôlée :</b>  La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour

d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

**Constats :**

La notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers a été transmise le 30 décembre 2022. La clôture de celle-ci a été actée par lettre préfectorale du 30 janvier 2024 qui atteste que le prochain réexamen quinquennal de l'étude de dangers est à remettre avant le 31 décembre 2027. L'échéance applicable pour la transmission et l'intégration dans l'étude de dangers de la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie pour les établissements Seveso seuil Haut est fixée au 30 juin 2025.

Dans ce contexte, l'exploitant est tenu de compléter l'étude de dangers par la liste des produits de décomposition, susceptibles d'être émis en cas d'incendie, à l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie complétant l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant présente un état des stocks daté du 22 septembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : État des stocks détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel de gestion des stocks, SAP accessible à tout le personnel d'astreinte en salle POI et à distance. Une extraction instantanée liste les produits présents ainsi que les déchets, leurs quantités, leurs natures, les mentions de dangers associées. Cet état des stocks est mis à jour quotidiennement.</p> <p>Par sondage, 3 produits ont été vérifiés et aucun écart n'a été constaté entre les quantités relevées dans l'état des stocks et les quantités présentes sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : État des stocks synthétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état synthétique des stocks faisant apparaître les produits et les déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. En revanche, cet état des stocks, sur lequel figurent des données complexes, ne permet pas une lecture fluide et vulgarisée de ce listing pour répondre au besoin d'information de la population en cas d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Établir un état synthétique des stocks, à destination du préfet, faisant apparaître une information vulgarisée sur les substances, les produits, les matières et les déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois